

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)

4 rue du Saule St Jacques
91540 Ormoy

Références : D2026-0448
Code AIOT : 0006508983

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS) implanté Avenue des Roissy Hauts 91540 Ormoy. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/030 du 23/01/2017.

Faisant suite à la dernière inspection du 7 janvier 2025, 7 non-conformités avaient fait l'objet d'une lettre de suivi préfectorale avec demande de justificatifs et/ou d'actions correctives. L'exploitant n'avait pas transmis les justificatifs dans les délais impartis.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)
- Avenue des Roissy Hauts 91540 Ormoy
- Code AIOT : 0006508983
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOPUR à Ormoy (91) exploite une unité de lavage de cuves de camions-citernes de produits dangereux et une unité de traitement de déchets d'assainissement hydrocarburés. Le site est également un centre de regroupement de déchets gras (bac à graisse de restauration) et de transit de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance des milieux - Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.5, 4.3.9.1, 10.2.2 et 10.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Autosurveillance des milieux - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.12, 10.2.2 et 10.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Autosurveillance des milieux - Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.5.1	Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Autosurveillance des milieux - Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Dispositifs de prévention des accidents - Risque électrique	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1	/	Sans objet
9	Suivi des déchets - Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Suivi des déchets - Déclarations GEREP	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 3 décembre 2025 de l'établissement ECOPUR d'ORMOY (91), l'exploitant ne déclare aucun changement de situation administrative et aucun incident depuis l'inspection précédente (05/01/2025).

L'inspection des installations classées a effectué 11 points de contrôle de conformité à l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/030 du 23 janvier 2017, dont 8 correspondent aux non-conformités relevées lors de l'inspection précédente.

La visite du 3 décembre 2025 conduit l'inspection des installations classées à relever 5 non-conformités : 1 nouvelle non-conformité, 3 anciennes non-conformités appelant des justificatifs complémentaires et une ancienne non-conformité conduisant à une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des milieux - Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.5, 4.3.9.1, 10.2.2 et 10.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux résiduaires dans une station d'épuration collective
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Article 4.3.5 Point de rejet n° 1, eaux résiduaires : 150 m³/j</p> <p>Article 4.3.9.1 : Le traitement des eaux hydrocarburées sur site nécessite 4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dégrillage manuel, • décantation des boues dans 3 bassins successifs, • séparation des eaux et des boues hydrocarburées, • traitement des eaux à la station, par traitement physico-chimique et biologique. <p>(...) L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p>

Paramètre	Rejet n°1	
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
MES	600	50
DCO	2000	200
DBO ₅	800	70
Azote NGL (exprimé en N)	150	10
Indice hydrocarbures (C10-C40)	10	1,5
Fluorures	15	1,5
Phosphore total	50	5
Composés organiques halogénés	1	0,1
Cyanures	0,1	0,01
Métaux totaux (1)	10	1

des métaux : cadmium, chrome (III et VI), cuivre, nickel, plomb, cobalt, zinc, étain, mercure, argent

(...)

L'inspection des installations classées est informée de tout dysfonctionnement constaté.

Article 10.2.2 :

La périodicité de la mesure sur le rejet n° 1 est hebdomadaire pour les paramètres MES, DCO, DBO₅, Azote NGL, Indice hydrocarbures, Phosphore total et métaux totaux.

Article 10.5.1 :

(...) Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions dans l'eau (...), sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF.

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté les analyses des rejets EI+EU transmises par l'exploitant sur l'application GIDAF, de janvier à septembre 2025.

- la périodicité des mesures sur le rejet n° 1 est bien hebdomadaire, conformément aux dispositions de l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017,
- les résultats d'analyse montrent certains dépassements :
 - 21/02/2025 : volume = 181 m³/j (VLE = 150 m³/j)
 - 29/04/2025 : [HCT] = 16 mg/l (VLE = 10 mg/l).

Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant précise que le système de rejets fonctionne en 24h/24h, du lundi au vendredi, et, si besoin, le samedi pour réguler le débit. Les rejets en journée sont régulés mais le volume n'est pas relevé, puis l'évacuation régulée est laissée pendant la nuit. Il peut donc arriver que le volume journalier soit dépassé.

L'exploitant doit mettre en place une procédure de contrôle pour éviter le dépassement du volume de rejet journalier.

L'exploitant précise également qu'il reçoit parfois des produits qui dispersent des hydrocarbures tels que des huiles solubles d'usinage. Ces huiles ne sont normalement pas acceptées, mais il peut arriver que des clients produisent des déchets qui ne soient pas totalement connus.

L'exploitant doit compléter sa Fiche d'Identification de Déchets (FID) en y ajoutant un engagement du producteur attestant que le déchet ne contient pas d'huile soluble.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, **sous un délai d'un mois**, qu'il respecte à tout moment les dispositions des articles 4.3.5 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017, en s'assurant notamment de la conformité de l'indice hydrocarbures et du débit journalier. L'inspection propose à l'exploitant de mettre en place une procédure pour contrôler le débit journalier des rejets, et de mettre à jour la FID afin que le producteur s'engage à ce que ses déchets ne contiennent pas d'huile soluble incompatible avec le processus de traitement de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Autosurveillance des milieux - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.12, 10.2.2 et 10.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 04/04/2025

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée

Article 4.3.12 :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur n° 3

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	10

(...)

Article 10.2.2 :

(...) Le contrôle du rejet des eaux pluviales est effectué par un laboratoire agréé au moins une fois par an.

Article 10.5.1 :

(...) Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions dans l'eau (...), sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les analyses des eaux pluviales sur le point de rejet n° 3 n'ont pas été effectuées en novembre 2024, contrairement à ce qui avait été déclaré lors de la dernière inspection début 2025.

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses du 24/04/2025 via GIDAF. Les paramètres DCO et hydrocarbures totaux sont conformes aux prescriptions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017. En revanche, les MES sont au-dessus de la VLE, avec 110 mg/l au lieu de 100 mg/l.

L'exploitant indique qu'un nouveau prélèvement est prévu début décembre 2025.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyse de l'année 2023 sous GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet via GIDAF, sous un **délai d'un mois**, les résultats d'analyses des eaux pluviales sur le point de rejet n° 3 de l'année 2023 et de décembre 2025, conformément à l'article 10.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Autosurveillance des milieux - Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraine

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2025

Prescription contrôlée :

(...) Les résultats de l'autosurveillance (...) de la qualité des eaux souterraines, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF.

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses des eaux souterraines pour les ouvrages Pz1 et Pz2 via GIDAF pour les deux semestres 2024 et pour le premier semestre 2025.

Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant confirme avoir réalisé le suivi des eaux souterraines du second semestre 2025, mais n'a pas transmis les résultats d'analyses via GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous **un mois** via GIDAF les résultats et le rapport d'analyses du prélèvement des eaux souterraines du second semestre 2025, conformément à l'article 10.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillance des milieux - Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2025

Prescription contrôlée :

Article 10.2.2.3 :

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
N° 1	amont	Nappe superficielle	≈ 10 m
N° 2	aval	Nappe superficielle	≈ 10 m
N° 3	aval	Nappe superficielle	≈ 10 m

(...)

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. (...)

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres
N° 1	Semestrielle	Hydrocarbures totaux, COHV, HAP, BTEX, métaux (1)
N° 2	Semestrielle	Hydrocarbures totaux, COHV, HAP, BTEX, métaux (1)
N° 3	Semestrielle	Hydrocarbures totaux, COHV, HAP, BTEX, métaux (1)

(1) arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, zinc

Le niveau de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses des eaux souterraines pour les ouvrages Pz1 et Pz2 via GIDAF pour le premier semestre 2025, les prélèvements ayant été effectués le 19/03/2025.

D'après le rapport de prélèvements, la profondeur d'échantillonnage est à 5 m sous le niveau de la nappe, ce qui ne permet pas d'avoir un résultat d'analyse représentatif pour les composés HCT et BTEX. L'exploitant veillera à effectuer les prélèvements d'eaux souterraines à environ 1 m sous le niveau de la nappe lors des prochaines campagnes de prélèvements. Le rapport ne présente pas de tableau des niveaux piézométriques, ni de carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Par ailleurs, l'exploitant disposait d'un délai de trois mois, pour mettre en place un ou des piézomètres permettant d'effectuer le suivi de la qualité des eaux souterraines du site, de produire une carte des courbes isopièzes et de réaliser le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit d'un ouvrage en amont et de deux ouvrages en aval des installations potentiellement polluantes de l'exploitation, conformément aux dispositions de l'article 10.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Lors de l'inspection, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé cette action corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 10.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017,

Considérant que l'inspection des installations classées avait donné un délai de 3 mois à compter du 03/03/2025 à l'exploitant pour se conformer à l'article susvisé,

Considérant que l'exploitant a déclaré lors de l'inspection du 03/12/2025 ne pas avoir mis en œuvre une action corrective pour répondre à cette demande,

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter, sous un **délai de trois mois**, les dispositions de l'article 10.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017 :

- mettre en place un ou des piézomètres permettant d'effectuer le suivi de la qualité des eaux souterraines du site au droit d'un ouvrage en amont et de deux ouvrages en aval des installations potentiellement polluantes de l'exploitation,
- faire réaliser les campagnes de suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines en produisant, a minima, les fiches de prélèvements, une carte des courbes isopièzes, et un tableau de synthèse des niveaux piézométriques.

En tout état de cause, l'inspection des installations classées demande à ce que le suivi de la qualité des eaux souterraines soit réalisé conformément à la mission élémentaire A210 de la norme NF X31-620.

L'inspection rappelle que la mise en place des ouvrages de contrôle des eaux souterraines doit être réalisée conformément à l'article 10.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017 et aux normes en vigueur, notamment la norme NF X31-614. L'exploitant fournira à l'inspection un rapport de pose du ou des ouvrages conforme à la mission élémentaire A210 de la norme NF X31-620.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 04/04/2025

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. (...)

Constats :

En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 01/12/2025 les contrôles périodiques relatifs à la sécurité incendie suivants :

- Contrôle des extincteurs effectué par la société SNI le 07/04/2025. Le rapport ne présente pas d'observation et ne demande pas d'action rectificative ;
- Contrôle des 3 poteaux incendie effectué par la société Véolia le 20/05/2025.

L'exploitant déclare que des travaux sur les poteaux incendie sont prévus le 08/01/2026 pour répondre aux observations de ce rapport, notamment le remplacement du poteau extinction incendie (PEI) n° 509.

Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant présente le rapport de contrôle des BAES effectué par la société SNI le 09/10/2025. Le rapport ne présente pas de non-conformité.

Le jour de l'inspection, les derniers contrôles disponibles de l'équipement de contrôle et de signalisation (ECS), de l'extinction automatique de l'armoire électrique avec détection de fumée et de flamme, et de l'extinction automatique de l'armoire de stockage de produits chimiques ont été effectués par la société Chubb France le 03/12/2024. L'exploitant déclare que ces contrôles périodiques ont bien été reprogrammés pour décembre 2025.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017. Il tiendra à la disposition de l'inspection le rapport de travaux sur les PEI et les rapports de contrôles périodiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 04/04/2025

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques [i.e. les risques technologiques].

Constats :

Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant présente un plan général de l'installation indiquant la localisation des risques, ainsi que les schémas détaillés des ateliers et des zones de stockage indiquant les risques.

L'inspection des installations classées constate par échantillonnage que les panneaux de risques sont bien apposés dans les zones à risques, notamment les panneaux « zone ATEX » dans la cellule des cuves de transit et dans la cellule des pistes de lavage.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositifs de prévention des accidents - Risque électrique**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 04/04/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 01/12/2025 :

- le contrôle périodique des installations électriques réalisé par la société Bureau Veritas le 05/06/2025 (le précédent datant du 30/04/2024). Le rapport ne relève pas d'écart sur les installations électriques du bâtiment A (correspondant au bâtiment d'exploitation ECOPUR). Toutefois, Bureau Veritas préconise de planifier une intervention complémentaire permettant la mise hors tension totale de l'installation électrique. Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant déclare que cette intervention sera programmée en 2026 ;
- le rapport Q19 pour le bâtiment A, édité par la société Bureau Veritas le 12/06/2025. Le rapport indique que l'intégralité des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés a été contrôlée et qu'aucun écart n'est à signaler ;
- le rapport Q18, édité par la société Bureau Veritas le 05/06/2025. Le rapport indique qu'une vérification complète des installations électriques de l'établissement a été effectuée, sans toutefois réaliser de coupure totale (non autorisée par l'exploitant). Bureau Veritas conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées ne constate pas de non-conformité au titre de la réglementation contrôlée, mais suggère à l'exploitant de veiller à ce que la mise hors tension totale de l'installation électrique soit réalisée lors du prochain contrôle périodique en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Identification des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification produits et substances dangereux
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (...)
Constats : Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant présente le fichier d'état des stocks de ses produits dangereux. L'inspection des installations classées constate que le fichier électronique nommé « tableau de suivi des produits chimiques » a été mis à jour le 27/11/2025. L'exploitant confirme que le fichier est mis à jour mensuellement. L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un état des stocks des substances et mélanges présents dans l'installation, conformément aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivi des déchets - Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/01/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 04/04/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes. (...)
Constats : Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel du 01/12/2025 un extrait du registre des entrées et du registre des sorties de déchets des mois de janvier, février et octobre 2025. Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé un colis refusé le 17/02/2025 pour lequel un avis automatique de refus avait été reçu par Trackdéchets. Ce colis est bien enregistré dans le registre d'entrée de l'exploitant de février 2025 avec la mention « refusé ». Les informations relatives à l'expéditeur, le transporteur et les déchets, dont le numéro de CAP, sont présentes.

L'exploitant précise que lors de la procédure d'acceptation sur site des déchets, un prélèvement après brassage dans la cuve est réalisé afin de vérifier si le déchet est acceptable, notamment en termes de traitabilité.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des déchets - Déclarations GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, suivi des déchets

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a complété sa déclaration GEREP pour l'année 2024. Les quantités déclarées sont cohérentes avec celles de 2023.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant déclare chaque année ses émissions polluantes et les flux de déchets, conformément aux dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.4

Thème(s) : Autre, protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Article 8.3.4

Article 8.3.4.1. Dispositif de protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre sont conformes à la série des normes NF EN 50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) ».

Article 8.3.4.2. Vérification des dispositifs de protection

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106 ou par un système de détection d'orage. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. L'installation des protections fait

l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation. Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 5 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Constats :

Lors de l'inspection du 03/12/2025, l'exploitant présente :

- l'analyse risque foudre réalisée par l'entreprise Socotec le 25/05/2010,
- l'étude technique réalisée par l'entreprise Socotec le 11/03/2016,
- la vérification complète de l'installation de protection foudre, réalisée par l'entreprise Bureau Veritas le 05/04/2024. Le rapport date de moins de 5 ans, et confirme l'absence d'anomalies sur le bâtiment A (i.e. le bâtiment d'exploitation).

L'exploitant déclare avoir fait réaliser un contrôle de vérification de l'installation le 05/06/2025 par l'entreprise Bureau Veritas. Le rapport n'a toutefois pas pu être consulté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, le rapport de contrôle effectué le 05/06/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois